



Michel David examine les débuts de la «gouvernance verte» Page B 3

Idées Quand un séparatiste se sépare... Page B 5

Philosophie Le capitalisme est en crise. Mais lequel? demanderait Braudel Page B 6

PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 SEPTEMBRE 2012

Une femme de décision

Avec la fermeture de Gentilly-2, Pauline Marois montre qu'elle ne fera pas tout pour éviter la controverse

Il n'a fallu à Pauline Marois qu'un seul Conseil des ministres, et son premier, pour annoncer qu'elle annulait la hausse des droits de scolarité, qu'elle abrogeait les dispositions de la loi 12 (le projet de loi 78) qui limitent le droit de manifester, qu'elle abolissait la taxe santé et surtout que la centrale Gentilly-2 serait fermée à tout jamais, une décision qui affecte 700 travailleurs d'Hydro-Québec. La première ministre est apparue volontaire et sûre d'elle. A-t-on vu se lever la vraie Pauline Marois?

ROBERT DUTRISAC
correspondant à Québec

Il avait une part de marketing politique dans les annonces simultanées de jeudi. On voulait montrer, dès les premières heures du gouvernement péquiste, que Pauline Marois est une femme de décision, qu'elle n'avait pas peur de trancher. En ce sens, l'opération est réussie.

Cela contraste avec la Pauline Marois de la campagne électorale qui s'est montrée, plus souvent qu'à son tour, hésitante, quelquefois confuse, qui se tournait vers son attachée de presse Marie Barrette pour lui souffler, implorante: «Marie?» afin de savoir si elle devait répondre ou non à la question supplémentaire d'un journaliste. Une Pauline Marois dépendante des communicateurs qui l'entouraient et qu'elle écoutait religieusement comme la bonne élève qu'elle a toujours été.

Dans la peau de la première ministre, Pauline Marois s'est en quelque sorte transformée: elle sait où elle s'en va et c'est désormais elle qu'on écoute, note-t-on dans son entourage. Durant la campagne électorale, un journaliste lui a demandé si elle était prête à gouverner. «Ça fait 35 ans que je m'y prépare», a-t-elle répondu.

Les prédécesseurs

Pauline Marois a sans doute appris de Jacques Parizeau, qui n'avait pas froid aux yeux et qui accordait beaucoup d'importance à la préparation. Elle a sans doute aussi appris de Lucien Bouchard, qui s'est fait fort de prendre des décisions difficiles. Alors qu'elle était au plus bas dans les sondages, un conseiller lui a dit: «Je suis avec vous parce que vous êtes une femme politique qui n'a pas peur. On peut vous comparer à un autre politicien: Jean Chrétien. Lui aussi n'avait pas peur.» Une remarque qui a fait sursauter la chef, mais qui se voulait un compliment.

De toutes les décisions annoncées jeudi, le déclassement de la centrale Gentilly-2 est la plus spectaculaire, la



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Les 100 premiers jours du gouvernement Marois seront déterminants.

plus contestée aussi. Les syndicats d'Hydro-Québec affiliés au Syndicat canadien de fonction publique (SCFP-FTQ) n'ont pas tardé à faire une sortie publique pour dénoncer la décision, alors que le rapport d'Hydro-Québec qui devait déterminer si la réfection de la centrale était économiquement viable n'a pas encore été rendu public. Au gouvernement, on explique que la société d'État est arrivée à la conclusion qu'il fallait fermer Gentilly-2; le gouvernement libéral n'a simplement pas eu le courage d'annoncer la décision avant les élections. Il n'en demeure pas moins Pauline Marois a préféré faire un coup d'éclat au lieu de préparer l'opinion publique, dans les régions concernées du Centre-du-Québec et de la Mauricie surtout.

Courtiser la CAQ

Quoi qu'il en soit, Pauline Marois a annoncé des décisions que son gouvernement minoritaire pouvait prendre sans avoir besoin de l'appui de l'un ou l'autre des partis de l'opposition. Pour récupérer les revenus dont se prive l'État

en raison l'abolition de la taxe santé, soit 1 milliard de dollars, il faudra, une fois le budget présenté, faire adopter la loi omnibus qui le met en œuvre. C'est dans ce projet de loi que se retrouvera la hausse d'impôt pour les contribuables les plus riches et les autres mesures fiscales qui permettront de recouvrer le milliard

«Je suis avec vous parce que vous êtes une femme politique qui n'a pas peur. On peut vous comparer à un autre politicien: Jean Chrétien.»

manquant. Au gouvernement, on croit que la Coalition avenir Québec appuiera l'abolition de la taxe santé, car elle figure dans la plateforme électorale du parti de François Legault.

La stratégie du gouvernement Marois, dans sa situation minoritaire, consiste à courtiser la CAQ, à tabler sur des éléments communs de la plateforme des deux partis, voire à mettre en œuvre certaines propositions des caquistes. «On va les embrasser», nous confie un stratège péquiste. Le baiser de la mort sans aucun

doute, puisque l'objectif, c'est de vider la CAQ de sa substance, de lui enlever toute pertinence. Évidemment, à la CAQ, on n'est pas dupe et on tentera de se distinguer. Mais il est clair que François Legault n'a pas intérêt à pousser son parti en élections de façon précipitée.

Le véritable adversaire du gouvernement Marois, c'est l'opposition libérale. Certains libéraux, encouragés par la courte victoire péquiste, ne voient dans les résultats du 4 septembre qu'un accident de parcours.

Un nouveau chef libéral, élu en février, pourra corriger promptement cette aberration, croient-ils. Encore faut-il que la CAQ joue le jeu, ce qui n'est pas évident. Pendant ce temps, le PQ mise sur les révélations de la commission Charbonneau pour neutraliser le Parti libéral pour un bon bout de temps.

L'automne

Au menu de la session d'automne figure le dépôt d'un projet de loi pour colmater les brèches de la loi 35 adop-

tée en décembre 2011 et censée empêcher les entrepreneurs coupables d'actes criminels graves d'obtenir des contrats publics. Au sein du gouvernement Marois, on y voit une autre façon de taper sur le clou de l'intégrité. «Sur cette question, je serai intraitable», martèle Pauline Marois par les temps qui courent.

Comme Pauline Marois s'y était engagée, la ministre responsable de la Charte de la langue française, Diane De Courcy, présentera un projet de loi pour renforcer la loi 101 avec tous les éléments chers aux péquistes: abolition des écoles passerelles, exigences linguistiques imposées aux petites entreprises, accès au cégep anglais réservé aux anglophones. Pauline Marois a déjà concédé que ce projet de loi ne pourra pas être adopté dans son intégralité. L'élimination des écoles passerelles fait partie du programme caquiste et on croit au gouvernement que les dispositions visant les petites entreprises pourraient faire l'objet d'un compromis.

On sait aussi que le ministre de la Justice, Bertrand

St-Arnaud, a reçu comme mandat de donner accès à l'aide juridique aux gagnepetit et d'améliorer l'aide apportée aux victimes d'actes criminels.

Mais la pièce de résistance de l'automne, c'est le Forum sur l'enseignement supérieur que présidera le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne. On compte sur ses talents de communicateur pour arriver à un consensus et permettre au gouvernement Marois de sortir indemne de l'exercice.

Les 100 premiers jours du gouvernement minoritaire péquiste seront donc déterminants. On croit dans le camp péquiste que Pauline Marois, une femme de décision qui sait manœuvrer la barque de l'État, gagnera en popularité du fait qu'elle est à la tête du gouvernement.

On connaît sa ténacité, sa persévérance; ce sont des qualités qui s'expriment dans le temps. Or on sait qu'un gouvernement minoritaire vit sur du temps emprunté.

Le Devoir

PERSPECTIVES

LES IDÉES EN L'ÈRE

Pourquoi courir ?



ANTOINE
ROBITAILLE
à Québec

Je ne fais pas de marathon. Je ne serais pas à Montréal dimanche pour souffrir sur 42,195 kilomètres. Pas cette année du moins. J'y viendrai peut-être. Parce que comme plusieurs, je me suis mis à la course.

Je le sais, cette mode de courir agace bien du monde. « Ça ressemble à une secte, votre affaire », m'a lancé un jour un collègue de travail alors que je devisais statistiques avec un collègue-coureur. Ce type d'engouement a de bons et de mauvais aspects. Fascinant de constater, année après année, l'explosion des inscriptions aux marathons et aux courses de différentes distances. Ces activités se déroulent souvent à guichets fermés. Les « revendeurs » de dossards sévissent plus que jamais ! Pour les organisateurs, c'est devenu une occasion d'affaires ; pour chaque ville, un raisin essentiel dans la « grappe industrielle touristique ». L'offre de bébelles de course gonfle au rythme de la croissance de la vogue : montres, bas de contention, ceinturons technos, petites bouteilles design, etc. Les débats presque byzantins sur les vertus des chaussures « minimalistes » contre les « traditionnelles » font rage.

Cette commercialisation est un peu triste en l'occurrence ; car une des beautés de la course est son caractère naturel. Elle ne coûte pas cher. C'est « une épreuve de pauvreté en un certain sens, parce qu'au fond, pour courir, on n'a besoin de rien », expliquait le philosophe (et coureur) Guillaume Le Blanc à l'émission *Les Nouveaux chemins de la connaissance*, à France Culture (émission baladodiffusée que j'ai écoutée... en courant) récemment.

La course est à la portée de tous ou presque (il faut avoir de bons genoux, évidemment) ; elle est naturellement « démocratique ». Rien de plus facile que de faire comme lorsque nous étions enfants : mettre ses espadrilles et détalier.

◆ ◆ ◆

Pourtant, j'ai longtemps détesté courir. Les raisons pour lesquelles je me suis mis à aimer cette activité — surtout les 10 kilomètres — m'échappent encore passablement. « Ben voyons, c'est la crise de la quarantaine ! », me suggéra une cousine. Il faudra sans doute que je fouille dans mon « continent inexploré » pour comprendre.

Chose certaine, l'intérêt pour la philosophie n'a rien pour vous pousser à courir. Un certain mépris de la course constitue un « fil rouge » de l'histoire de cette discipline, note Le Blanc, qui vient de publier *Courir, Méditations physiques* (Flammariion, sera disponible au Québec le 18 octobre). Il soutient que « depuis Platon, depuis le paradoxe de Zénon, depuis la victoire de la tortue marcheuse et opiniâtre sur Achille qui courrait très vite — mais qui était un peu fou fou au fond — il y a un désintérêt jeté à la course ». Le Blanc rappelle que Descartes, dans *Le Discours de la méthode*, écrivait : « Ceux qui ne marchent que fort lentement peuvent avancer beaucoup davantage, s'ils suivent toujours le droit chemin, que ne font ceux qui courent, et qui s'en éloignent. »

Il fallait entendre Alain Finkielkraut, en 2007, mobiliser avec maestria l'histoire de la philosophie tout entière pour dénoncer la pratique ostentatoire du jogging par le président — nouvellement élu alors — Nicolas Sarkozy. L'école d'Aristote était péripatéticque : au Lycée, ce dernier enseignait en déambulant dans les allées. Le jogging ? Pure « gestion du corps », « triomphe du calcul ». Victoire sur ce qui « aurait à voir avec la conversation, la méditation, la longueur du temps ».

◆ ◆ ◆

Elle est belle, cette critique de l'ami philosophe. Mais évidemment, aucune passion de la course ne peut annihiler en soi le goût de la promenade ou le bonheur de réfléchir en marchant. On peut être « bi », en ces matières. Nulle utilité d'antagoniser marche et course.

La passion contemporaine pour la course a des racines bien ancrées dans notre époque. Régis Debray rappelle qu'au milieu du xx^e siècle, certains futuristes avaient prévu que « l'usage immodéré de l'automobile par les citoyens provoquerait [...] l'atrophie de leurs membres inférieurs, le bipède motorisé se désaccoutumant de la marche. Qu'a-t-on vu en réalité ? Ceci : depuis que les citoyens ne marchent plus, ils courent. Fanatiquement. Dans les parcs, ou, à défaut, en salle, sur tapis roulant. »

Courir pour échapper à la sédentarité dans laquelle nous plonge notre époque ? Sans doute. Courir parce que nous sommes « faits pour ça » (pour reprendre le titre de ce fameux essai *Born to Run*) ? Indéniablement. Courir parce que cette souffrance, contrairement à bien d'autres dans notre vie, on l'a choisie ? Sans doute aussi. Courir pour tester ses limites ? « Pour moi, courir est à la fois un exercice et une métaphore. En courant jour après jour, en accumulant les courses, je dépasse les obstacles petit à petit et, lorsque j'ai réussi à franchir un niveau supérieur, je me grandis moi-même », confie Haruki Murakami dans un livre très personnel, sans prétention ni prescription, *Autoportrait de l'auteur en coureur de fond* (Belfond, 2009).

Chaque coureur a ses raisons propres. Quand Murakami écrit « je cours pour obtenir le vide », je ne me reconnais pas trop, puisque j'aime davantage jogger avec des amis que seul. Et s'il est possible, comme le croit Guillaume Le Blanc, d'avoir une réflexion digne de ce nom en courant, permettez-moi d'aller franchir quelques kilomètres, question de mieux cerner mes raisons.

arobitaille@ledevoir.com



FAROQ NAEEM AGENCE FRANCE-PRESSE

À Islamabad, au Pakistan, les manifestants se sont rendus vendredi près du consulat des États-Unis.

La colère du monde musulman

CLAUDE LÉVESQUE

Il y a une semaine, le monde musulman s'est de nouveau embrasé, comme il l'avait déjà fait à quelques reprises ces derniers temps. On a droit à chaque fois au même genre de scénario : un geste de provocation ou une image qui choque, des extrémistes qui crient vengeance et des foules plus ou moins importantes qui les suivent, vociférant sur fond de fumée et de flammes.

Le dernier accès de colère a commencé début septembre avec la diffusion sur YouTube de la bande-annonce du film *Innocence of Muslims*, qui ridiculise le prophète de l'islam. Plus de 30 personnes, dont l'ambassadeur américain en Libye, sont mortes au cours des manifestations, qui se poursuivaient vendredi, jour de prières et de congé pour les musulmans. Depuis quelques jours, c'est aussi contre la publication de caricatures de Mahomet dans le périodique français *Charlie Hebdo* que les islamistes se déchainent.

Dans le monde virtuel, YouTube a accepté de limiter l'accès au film dans plusieurs pays qui l'avaient réclamé, de même qu'en Égypte et en Libye, là où les violences anti-américaines avaient commencé.

Le Département d'État américain a présenté à la télévision pakistanaise une publicité pour expliquer qu'il n'a rien à voir avec la production de la vidéo, qui semble être l'œuvre d'activistes chrétiens d'origine égyptienne.

On ne sait évidemment pas quand ni comment toute cette agitation va se terminer, mais sauf au Pakistan, on a cru voir une accalmie vendredi. Rappelons-le, il y a des précédents. En septembre 2005, des émeutes avaient éclaté en Occident et dans le monde musulman après la publication de douze caricatures de Mahomet dans un journal danois, faisant une centaine de morts. Les missions diplomatiques danoises avaient été prises pour cibles dans plusieurs pays. En septembre 2010, un prédicateur américain avait menacé de brûler publiquement des exemplaires du Coran. Il était passé aux actes le printemps suivant, déclenchant d'autres gestes de violence.

Opinion négative

Il est évident que les sentiments derrière ces émeutes ne vont pas disparaître du jour au lendemain. Les sondages indiquent que plusieurs Occidentaux ont une opinion négative des musulmans, et vice versa. On assiste donc à l'exacerbation d'une vieille méfiance réciproque, sans doute amplifiée par Internet et les réseaux sociaux. Il faut néanmoins mettre les choses en perspective : les manifestations ont peut-être fait descendre dans la rue une centaine de milliers de personnes, mais la religion de Mahomet compte plus d'un milliard d'adeptes, plus ou moins pratiquants.

La France a fermé vendredi ses missions diplomatiques et culturelles dans plusieurs pays arabes, dont le Liban, où le Hezbollah et d'autres mouvements islamistes ont appelé à manifester. La branche libanaise des Frères musulmans a refusé de se joindre à eux, craignant que les protestations donnent lieu à des débordements, comme ce fut le cas en 2006. Cette année-là, une manifestation devant l'ambassade danoise avait viré à l'émeute.

Au pays des cèdres, le contexte était particulier en raison de la visite du pape, le week-end dernier. Une première manifestation, attribuée à des salafistes dans le nord du pays, avait été particulièrement violente, vendredi de la semaine dernière. « Ensuite, une parenthèse s'est ouverte avec l'arrivée du pape et elle s'est refermée avec son départ », relate Jean-Michel Landry, docteur en anthropologie à l'Université Berkeley, qui habite le Liban. M. Landry s'est rendu à une

des manifestations organisées par le Hezbollah : « C'était une ambiance non seulement pacifique, mais familiale, note-t-il. Il y avait une majorité écrasante de chiites, mais aussi des chrétiens et des [musulmans] sunnites qui ont entendu l'appel du pape, lequel a beaucoup insisté sur le dialogue et la coexistence entre les différentes composantes religieuses du pays. » Les autorités chrétiennes locales ont également exprimé leur solidarité avec les musulmans qui se sont sentis insultés, tout en condamnant la violence.

La liberté

La publication des nouvelles caricatures de Mahomet a été critiquée par diverses institutions et personnalités, allant de l'*Osservatore romano* à la mosquée al-Azhar, au Caire, en passant par le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, qui a organisé la lecture d'un message de paix dans les mosquées de la capitale française, vendredi, et le Conseil français du culte musulman, qui a exhorté à « ne pas céder à la provocation ». Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, Richard Prasquier, a écrit de son côté : « Publier ces jours-ci, au nom de la liberté, des caricatures sur Mahomet est une forme de panache irresponsable. [...] La critique religieuse doit elle-même accepter d'être critiquable : non sur son principe mais sur son opportunité. »

Le directeur de *Charlie Hebdo*, le dessinateur Stéphane Charbonnier, s'en tient à la défense stricte de la liberté de presse : « Si on commence à se dire, parce qu'il y a 250 excités qui manifestent devant l'ambassade des États-Unis, qu'il faut différer ou ne pas publier ses dessins, ça veut dire que ce sont eux qui font la loi en France. » En février 2006, le journal satirique avait repris au nom de cette liberté les douze caricatures publiées par le quotidien danois *Jyllands-Posten*. L'automne dernier, ses locaux ont été incendiés à la suite de la publication d'un numéro intitulé *Charia Hebdo*.

Du côté du gouvernement français, qui a interdit la tenue d'une nouvelle manifestation vendredi devant l'ambassade des États-Unis, on répète que la liberté d'expression est un droit fondamental, tout en désapprouvant « tout excès » ou « toute provocation ».

Les musulmans sont-ils particulièrement prompts, justement, à réagir à la moindre provocation ? « Tout être humain authentique et équilibré dans son identité serait interpellé. Si on brûlait la torah, les juifs seraient interpellés, si on brûlait la bible, les chrétiens le seraient aussi. Il faut se fé-

liciter qu'il n'y ait pas eu de réactions polémiques au Canada. Si on regarde les pays où il y a malheureusement eu des incidents et des pertes de vies humaines, on voit qu'ils sont fragilisés et sujets à l'instabilité », répond Souad Bounakhla, formatrice en gestion à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys et présidente de l'association al-Arabyia. « Oui, tout le monde est pour la liberté d'expression, mais quand celle-ci dérape au détriment d'une valeur universelle importante comme le respect, ça ne me fait pas rire. » « Les musulmans réalisent de plus en plus que c'est un jeu. À part une petite minorité, ils n'entrent pas là-dedans. C'est théâtral », poursuit-elle.

Injustice

« Il y a des extrémistes des deux côtés, des gens qui jettent de l'huile sur le feu », croit Noomane Raboudi, professeur de science politique à l'Université d'Ottawa. Ce dernier souligne que le printemps arabe a porté des islamistes, modérés et moins modérés, au pouvoir dans des pays clés comme l'Égypte, ce qui permet à la rhétorique antioccidentale de s'exprimer plus librement qu'avant. Les protestations pourraient par conséquent durer encore un certain temps, selon lui.

« Je ne suis pas en train de légitimer la violence, mais il y a un sentiment d'injustice : le musulman se considère comme le dominé. Il y a accumulation de frustrations qui ne sont pas nécessairement violentes, mais qui rend monnaie tout le monde facilement manipulable par les extrémistes, ajoute l'universitaire. Nous sommes dans une phase où deux cultures n'arrivent pas à communiquer, parce que le croisement de leurs histoires a toujours été conflictuel. »

Les brûlots antimusulmans arrivent dans un contexte de crise économique, de blocages sociaux et de redécouverte identitaire. « Le climat était déjà prédisposé à une sorte d'explosion et, à mon avis, les régimes en place ont adoré ce qui s'est passé parce que c'est une petite ouverture qui laisse sortir un peu de vapeur. »

Sami Aoun, professeur de sciences politiques à l'Université de Sherbrooke, déplore de son côté l'absence d'un véritable « dialogue interreligieux et interculturel qui irait au fond des choses ». « La question est de savoir comment tous les croyants, musulmans, juifs ou chrétiens devraient faire un bon arrimage avec les idéaux de la modernité », dit-il.

Le Devoir



La Malaisie a aussi été touchée vendredi par les manifestations.

AGENCE FRANCE-PRESSE

PERSPECTIVES

TUBERCULOSE AU NUNAVIK

Au-delà de la dernière crise

MANON CORNELLIER

Le village de Kangiqsualujuaq, situé à l'embouchure de la rivière George, à l'est de la baie d'Ungava, ne compte que 874 âmes, mais de ce nombre, 89 — soit plus de 10% de la population — ont dû se battre contre la tuberculose. Et c'est sans compter les personnes infectées mais qui ne présentent pas de symptômes.

Heureusement, personne n'est mort, les autorités de la santé publique et la communauté ayant réagi avec diligence et vigueur. Mais personne ne sait pourquoi ce village plutôt qu'un autre a été touché. «*Un mauvais adon*», de dire le chef du département de médecine générale du Nunavik, le Dr François Prévost.

Pour l'anthropologue Bernard Saladin d'Anglure, qui sillonne le Nord québécois depuis le milieu des années 1950, il faut, pour comprendre ces éclosions sporadiques de tuberculose dans les communautés du Nunavik, élargir la perspective. La tuberculose, note-t-il, est en réurgence partout dans le monde, y compris dans les pays industrialisés. Et les populations les plus touchées sont les plus vulnérables et les plus fragiles, dont les peuples autochtones.

«*Les populations du Nord restent des populations fragiles*», dit-il, malgré une amélioration de l'accès aux services de santé et des logements plus salubres qu'au début de leur sédentarisation dans les années 1940 et 1950, années d'épidémies à répétition.

La sédentarisation a contribué à cette fragilité parce que le choix des sites des villages accrés par des Blancs tenait d'abord compte de l'accès par bateau et de la présence de sources d'eau, explique-t-il. La proximité des territoires de chasse et de pêche des Inuits n'entraîne pas en ligne de compte. Les camps traditionnels des Inuits, en revanche, étaient dispersés sur le territoire pour être près de leur première source de nourriture.

Mais au milieu du xx^e siècle, «*le caribou se faisait rare, les troupeaux étant en creux de cycle. Les Inuits avaient faim et étaient très démunis et ils ont commencé à s'approcher des postes de traite et à se construire des abris de fortune avec ce qu'ils trouvaient sur place. Les gens s'y entassaient, offrant un terrain parfait pour la propagation de la tuberculose*», raconte Gérard Duhaime, sociologue et spécialiste du Nord de l'Université Laval.

Désœuvrement

Cet éloignement de leurs territoires de chasse et de pêche a aussi rendu la pratique de ces activités plus compliquée. «*Il fallait maintenant des motoneiges, des bateaux, pour se rendre là où était le gibier. Pour mener ce genre de vie que nous appelons le progrès, il est devenu indispensable d'avoir des ressources et de l'argent*», raconte Bernard Saladin d'Anglure. Le désœuvrement s'est donc installé, surtout chez les hommes n'ayant pas les moyens de jouer leur rôle traditionnel. Ont suivi chez une partie de la



ARCHIVES LE DEVOIR

Malgré sa sédentarisation, la population de Kangiqsualujuaq est une population fragile.

population des problèmes de dépendance aux drogues et à l'alcool, des substances amenées au départ par les travailleurs du Sud.

La pauvreté est une réalité incontournable dans le Nord. «*Il n'est pas rare de voir un frigidaire vide*», raconte le Dr Prévost. Selon Gérard Duhaime, qui étudie tout particulièrement ces questions, plus de 35% des Inuits du Nunavik sont pauvres.

Et le prix de la nourriture est prohibitif. Il n'est pas rare que les gens doivent y consacrer plus de 60% de leurs revenus, dit-il. Ce qui explique que plusieurs villages aient des programmes d'entraide, dont des congélateurs municipaux pour partager les fruits de la chasse.

Or, qui dit pauvreté dit bilan de santé fragile et vulnérabilité accrue aux maladies infectieuses. Le diabète, l'obésité sont endémiques, tout comme le tabagisme.

Un autre grand problème est le logement. On estime qu'il manque environ 1000 logements au Nunavik pour mettre fin au surpeuplement aigu. Le taux de naissances de la population inuk a toujours été élevé. Seulement à Kangiqsualujuaq, la population a augmenté de 18,9% de 2006 à 2011, selon Statistique Canada.

Mais à une certaine époque, un enfant sur deux mourait avant l'âge d'un an. Un certain équilibre démographique, quoique fragile, s'était installé, raconte le professeur Saladin d'Anglure. Les efforts pour combattre cette mortalité infantile ont été fructueux, mais per-

sonne ne semble s'être demandé ce qu'il adviendrait de tous ces enfants.

«*L'explosion démographique n'est pas sans conséquence*», souligne l'anthropologue. Chômage, désœuvrement, pénurie de logements... Or, la construction de maisons, l'approvisionnement en eau potable, l'élimination des déchets et l'aménagement des villages sont beaucoup plus compliqués dans le Nord. À cause du sol, du gel, de l'isolement, de l'absence d'accès par voie terrestre...

Et il y a la pollution laissée par de nombreux sites abandonnés de prospection minière, avec leurs barils, vieilles baraques et sols contaminés.

«*Le Nord est devenu un dépôt, mais comme c'est très grand, très loin et faiblement peuplé, on n'en parle pas*», déplore le professeur de l'Université Laval.

En fait, il est même parfois surpris que les Inuits aient survécu à tout cela. Aux éternels sourires qui l'accueillaient à ses premiers voyages ont succédé des visages attristés de gens qui se cherchaient, mais la résilience a toujours été au rendez-vous. Aujourd'hui, dit-il, une nouvelle génération tente de motiver les jeunes, de les remettre en contact avec leur culture et leurs activités traditionnelles, avec ce tour du Nunavik en kayak et les courses de traîneaux à chiens qui mobilisent des collectivités entières.

Collaboratrice
Le Devoir

Les coupables

MICHEL
DAVID

Sam Hamad pensait bien avoir fait mouche. Imaginez, Pauline Marois avait créé un ministère de la « Gouvernance souverainiste », mais elle avait oublié le Revenu ! Quelle sorte de gouvernement était-ce là ?

Il est vrai que, sur le site de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre des Finances, Raymond Bachand, était identifié formellement comme le ministre du Revenu jusqu'au 19 septembre 2012, même si le ministère avait été remplacé par une agence, mais personne n'avait précisé que son successeur, Nicolas Marceau, en était maintenant responsable.

Au jour 1 du nouveau gouvernement, les médias n'ont pas fait un plat avec cet « oubli » sans grande conséquence, préférant insister sur la rapidité avec laquelle la nouvelle première ministre avait tenu les promesses faites durant la campagne électorale.

M^{me} Marois doit cependant être consciente que sa victoire du 4 septembre a été trop courte pour que la lune de miel dure plus que le temps des roses. Tout ce qui pourra être interprété, à tort ou à raison, comme une illustration de son incompétence en matière économique et financière sera bientôt monté en épingle.

L'opinion publique n'est pas toujours conséquente et elle est généralement à courte vue. Tout le monde est pour la vertu à la condition de ne pas en faire les frais, qu'il s'agisse de l'assainissement des finances publiques ou de la protection de l'environnement.

◆ ◆ ◆

Pour l'heure, la « gouvernance verte », magnifiquement illustrée par l'annonce de la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2 et l'imposition d'un moratoire apparemment permanent sur l'exploitation du gaz de schiste, bénéficie d'un préjugé favorable dans la population.

Sauf évidemment en Mauricie et dans le Centre-du-Québec, où la fermeture de la centrale va encore compliquer les choses pour le PQ. Improviser la nomination d'Yves-François Blanchet comme représentant de la région au cabinet, alors qu'il n'a même pas un statut de ministre, ne règlera rien.

De façon générale, on a applaudi la volonté péquiste de revoir les redevances minières à la hausse. Au cours des dernières années, la meilleure façon de discréditer le Plan Nord était d'accuser le gouvernement Charest de brader nos ressources naturelles aussi scandaleusement que le faisait jadis celui de Maurice Duplessis.

M^{me} Marois pourrait cependant découvrir que les avantages du développement durable sont presque aussi difficiles à vendre que ceux de la souveraineté. En vertu du principe qu'un tiens vaut mieux que deux tu l'auras, les promesses d'un avenir meilleur sont souvent moins convaincantes que les avantages immédiats, même s'ils sont limités et entraîneront des coûts à plus long terme.

Pour peu que la conjoncture économique se détériore, et les indices sont plutôt inquiétants, les coupables sont tout désignés. Même s'ils n'y étaient pour rien, on montrera inmanquablement du doigt ces kamikazes de l'écologie qui sont prêts à sacrifier le pain et le beurre des honnêtes travailleurs. On entend déjà libéraux et caquistes répéter en chœur : on vous l'avait bien dit !

◆ ◆ ◆

Il serait peu de dire que les milieux d'affaires sont mécontents de ce qu'ils ont vu et entendu jusqu'à présent. Il y avait une menace à peine voilée dans les propos tenus jeudi par le président du conseil d'administration de Minalliance, Normand Champigny. Les investissements dans l'industrie minière sont appelés à augmenter « en supplantant une stabilité des règles d'investissement, notamment au chapitre des redevances ». A quand le prochain « coup de la Brink's » ?

L'aversion non dissimulée de la nouvelle ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, pour le gaz de schiste a amené le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), Lucien Bouchard, à faire vendredi une « mise au point » qui avait aussi valeur d'avertissement.

Dans la bataille rangée qui s'annonce, les porte-parole économiques du gouvernement Marois auront bien du mal à faire contrepoids comme pouvaient le faire Jacques Parizeau ou même Bernard Landry.

Personne ne nie les compétences techniques du nouveau ministre des Finances et de l'Économie, Nicolas Marceau. On dit aussi beaucoup de bien de sa ministre déléguée au Développement industriel, Elaine Zakaïb, mais leur faible ascendant sur l'opinion publique rend le gouvernement très vulnérable.

Le nouveau leader parlementaire de l'opposition officielle, Robert Dutil, a eu une expression dévastatrice vendredi. Le gouvernement Marois a décrété « un moratoire sur l'économie », a-t-il lancé. S'il fallait que le taux de chômage augmente d'un ou deux points...

CONFLIT TERRITORIAL ENTRE LA CHINE ET LE JAPON

« Les États-Unis n'ont pas intérêt à ce que le Japon cède »

La Chine a décidé de ne pas lâcher prise dans l'épreuve de force qui l'oppose au Japon sur la souveraineté des îles appelées Diaoyu par Pékin et Senkaku par Tokyo. Depuis l'annonce par Tokyo, le 10 septembre, de la nationalisation de ces îles inhabitées, les réactions chinoises se sont faites chaque jour plus virulentes.

Alors que le gouvernement a envoyé à plusieurs reprises des navires patrouiller dans les eaux environnant ces îles disputées, sur le territoire chinois, les manifestations antijaponaises se multiplient, allant jusqu'à menacer les intérêts économiques nippons en Chine.

Valérie Niquet, responsable du pôle Asie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), analyse les raisons de l'escalade des tensions entre la Chine et le Japon.

Pourquoi la Chine et le Japon s'opposent-ils sur la question des îles Senkaku ?

Les tensions avec le Japon sur les îles Senkaku sont anciennes. La Chine a réagi à la nationalisation des îlots par le gouvernement japonais la semaine dernière, y voyant un défi lancé par Tokyo et un risque de paraître comme faible en interne comme en externe. Pourtant, le gouvernement japonais pensait faire un geste d'apaisement envers la Chine en mettant un terme, par la nationalisation, aux mouvements incontrôlés autour de ces îles.

Pour le Japon, il ne s'agit pas à proprement parler d'une nationalisation, car les îles Senkaku ont toujours fait partie de son territoire, et aucune opposition n'avait été formulée lorsque les États-Unis, en 1972, ont restitué ces îles aux Japonais.

Ce conflit territorial entre le Japon et la Chine s'inscrit dans un cadre plus large. Depuis les années 2000, la Chine tente d'imposer son emprise en mer de Chine, qu'elle considère dans son ensemble comme faisant partie intégrante de son territoire.

Ces revendications territoriales n'étaient pas réellement formalisées avant cela. La Chine a depuis déclaré unilatéralement la mer de Chine comme son territoire, sans que cela soit reconnu au niveau international. Cela est à l'origine de nombreux conflits dans la région : avec les Philippines, le Vietnam et les États-Unis, notamment. La maîtrise de la mer de Chine a des conséquences économiques globales : 80% des échanges économiques mondiaux passent par là.



AGENCE FRANCE-PRESSE

Des manifestations ont eu lieu dans une centaine de villes en Chine dont Wenzhou.

Ce conflit accompagne les revendications de puissance de la Chine. Pendant longtemps, Pékin n'avait pas les moyens d'étendre son emprise et jouait davantage d'une politique d'apaisement. Depuis la crise économique, les Chinois ont fait une mauvaise analyse consistant à parier que les États-Unis sont affaiblis et donc que le moment est venu d'avancer leurs pions en mer de Chine.

Par ailleurs, les revendications nationalistes qui s'expriment en Chine autour de ce conflit servent également au Parti communiste chinois (PCC) à trouver de nouvelles sources de légitimité. Même si la Chine enregistre des succès économiques, elle fait face en interne à des tensions politiques. Le pouvoir chinois est fragilisé à la veille du changement de direction à la tête du PCC. Le parti souffre en effet en interne d'un réel problème de légitimité : aucun dirigeant ne peut imposer son pouvoir aux différentes factions du parti qui sont prises dans

une lutte de pouvoir. Une lutte de pouvoir qui se joue notamment entre des membres plutôt réformistes et d'autres plus conservateurs. Ces derniers semblent pour le moment avoir la plus grande influence sur le pouvoir.

Ni la Chine ni le Japon ne seront donc prêts à céder sur les îles Senkaku ?

En Chine, le Parti communiste dit défendre l'honneur sacré de la patrie. En donnant une dimension nationaliste à ce conflit, le PC chinois ne peut reculer. Au Japon, une dimension nationaliste est également donnée à ce conflit, mais dans une moindre mesure. Pour le Japon, céder serait donner à Pékin le signal qu'il ne peut lui opposer de résistance quant à ses ambitions maritimes en mer de Chine.

Les Chinois testent les capacités de résistance du Japon et de ses alliés, comme les États-Unis. Si le Japon cède sous l'effet des tensions, le risque est qu'il n'y ait plus de limites aux velléités de la Chine sur d'autres territoires situés en mer de Chine. Les autres pays asiatiques et les États-Unis n'ont donc pas intérêt à ce que le Japon cède.

La Chine est-elle prête à s'engager dans une guerre ouverte avec le Japon ?

La Chine ne cherche pas forcément une guerre ouverte avec le Japon. C'est davantage une doctrine stratégique : elle teste l'adversaire, mais le problème est de savoir si elle sera capable de maîtriser l'escalade des tensions sous la pression des manifestations.

L'autre stratégie de Pékin est de jouer la déstabilisation dans l'alliance entre le Japon et les États-Unis. Le pouvoir chinois répète que le Japon ne doit pas compter sur les États-Unis. Une façon de dire aux États-Unis de ne pas trop soutenir le Japon dans ce conflit, au risque d'envenimer ses relations avec Pékin. Cela a un retentissement dans certains milieux aux États-Unis où on ne veut pas d'une guerre avec la Chine. Washington est face à un dilemme : soit il joue l'apaisement en essayant de ne pas trop s'engager contre la Chine, soit il réagit, notamment s'il y a une tentative de débarquement de navires chinois sur les îles, et il y aura alors le risque d'un engrenage qui peut mener jusqu'au conflit.

Propos recueillis par Hélène Sallon
Le Monde

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

GOUVERNEMENT MAROIS

La manière Marois

Voilà seulement quatre jours que Pauline Marois est entrée en fonction comme première ministre du Québec, et déjà nous découvrons une autre Pauline Marois. Une Pauline Marois métamorphosée par les nouveaux habits qu'elle a endossés mercredi.

Il y a tellement longtemps que Pauline Marois fait partie de notre paysage politique que l'on ne peut qu'être surpris par le changement de personnalité qui s'est opéré chez elle. À la place du ton doux et conciliant qui était le sien — «*je suis une rassembleuse*», disait-elle souvent —, la voici devenue femme de décision et d'action, sûre d'elle-même et assumant sans réserve toute l'autorité qui lui vient de sa fonction.

Parfois, l'habit fait le moine. Dans le cas présent, l'énorme pouvoir qui est attaché au titre de premier ministre fait la différence. Quand elle était chef de l'opposition, tout un chacun pouvait contester son autorité, ce dont personne ne s'est privé. Aujourd'hui, elle a le pouvoir de nommer et de dénommer ministres et hauts fonctionnaires. Aucune décision ne sera prise sans son accord. Cela donne de l'assurance.

La métamorphose de sa personnalité politique n'a pas commencé le 4 septembre. En janvier, elle émergeait d'une longue crise interne dont le Parti québécois a le secret. Sa résilience lui avait valu le qualificatif de «*dame de béton*». Elle peut prétendre à raison que la victoire du 4 septembre est la sienne. Si cette victoire est incomplète, faute d'avoir obtenu la majorité souhaitée, elle a par contre maintenant les moyens, ceux que lui donne le pouvoir, pour y parvenir.

Dès son discours de victoire le soir du 4 septembre, les Québécois auront trouvé chez la chef péquiste une assurance qu'ils n'avaient pas vue chez elle auparavant. Disparus, les moments d'hésitations et d'incertitude de la campagne électorale. Elle était devenue une femme d'État. Mercredi, ce n'était plus Pauline, comme l'appellent familièrement bien des gens, qui présentait son cabinet, mais madame la première ministre, tout comme lors de sa première conférence de presse jeudi. Rarement aura-t-on vu un nouveau premier ministre passer aussi rapidement à l'action. Si on prévoyait l'annulation rapide de la hausse des droits de scolarité, on ne s'attendait pas à la confirmation de la fermeture de la centrale Gentilly-2. Et vendredi, elle nous montrait qu'elle savait réagir en corrigeant l'erreur de ne pas avoir confié la responsabilité de la région du Centre-du-Québec et Mauricie à un élu de cette région.

Le sous-texte derrière la détermination ainsi affichée de M^{me} Marois est limpide. L'opposition sait qu'elle est solidement aux commandes et décidée à agir en dépit de son statut minoritaire. Quant aux Québécois, ils savent qu'elle entend tenir ses promesses, y compris les plus exigeantes telle l'atteinte de l'équilibre budgétaire. La contrepartie des annonces de cette semaine est l'impression de précipitation. Les employés de Gentilly-2 le ressentent ainsi. De la même manière, plusieurs se demandent pourquoi avoir annoncé l'annulation immédiate de la taxe santé sans attendre de mieux connaître la situation financière du gouvernement.

«*Souples dans les moyens, fermes sur les objectifs*», a dit M^{me} Marois. Bien! Si en quatre jours, elle nous a convaincus de sa volonté d'atteindre ses objectifs, reste à voir ce qu'il en sera de la souplesse. Ici, l'opposition aura le gros bout du bâton. Déjà elle sait que plusieurs de ses objectifs ne pourront être atteints, dont l'adoption de sa charte de la laïcité ou le cégep en français pour tous, exception faite des anglophones. Elle aura aussi les mêmes difficultés avec le gouvernement Harper, qui déjà a écarté le transfert de l'assurance-emploi au Québec. Imaginons que nous reverrons bientôt se manifester la politicienne conciliante et rassembleuse que Pauline Marois a déjà été.

«*Souples dans les moyens, fermes sur les objectifs*», a dit M^{me} Marois. Bien! Si en quatre jours, elle nous a convaincus de sa volonté d'atteindre ses objectifs, reste à voir ce qu'il en sera de la souplesse. Ici, l'opposition aura le gros bout du bâton. Déjà elle sait que plusieurs de ses objectifs ne pourront être atteints, dont l'adoption de sa charte de la laïcité ou le cégep en français pour tous, exception faite des anglophones. Elle aura aussi les mêmes difficultés avec le gouvernement Harper, qui déjà a écarté le transfert de l'assurance-emploi au Québec. Imaginons que nous reverrons bientôt se manifester la politicienne conciliante et rassembleuse que Pauline Marois a déjà été.

DROITS DE SCOLARITÉ

Élever le débat

À 18h45 jeudi, le tout nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, a apposé sa signature sur son tout premier décret. Sur son blogue, à l'entrée «*Ma première journée en tant que ministre*», l'ex-journaliste évoque cet élément fort de sa journée. En paraphasant le document, il entraînait l'annulation de la loi-matrasque.

Le geste est lourd de sens et de symbole. Plus que la hausse des droits de scolarité, qui a scindé le Québec en deux camps boudeurs, c'est l'imposition de cette loi par des libéraux provocateurs qui a gonflé l'indignation des citoyens. Il est sage et heureux que la première ministre Pauline Marois n'ait pas tardé pour annuler la hausse des droits décrétée par le précédent gouvernement. L'aide financière est maintenue pour la première année, tout simplement parce que les sommes avaient déjà été versées en partie. Voilà pour les décisions, dont nous saluons la portée.

Les réactions maintenant. Les fédérations étudiantes ont crié victoire, se félicitant d'une persistance ayant «*payé*». La CLASSE s'est montrée réservée: tant et aussi longtemps que le spectre d'une indexation ne sera pas écarté, le soulagement de ce groupe ne sera pas complet. Les détracteurs des étudiants grincent des dents: la jeunesse revendicatrice n'a pas étudié, n'a pas payé sa hausse et reçoit malgré tout une bonification des prêts? La honte! Toutes ces réactions à chaud restent superficielles en comparaison de cette lancinante question: quelle est l'importance de l'enseignement supérieur au Québec?

Il est donc bien tôt pour sonner le clairon de la victoire. Notre société est encore meurtrie par un printemps trouble; des étudiants sont grandis par la dernière bourrasque de solidarité, soit, mais leur parcours scolaire fut tronqué; les universités sont inquiètes de leur essor futur; et la collectivité n'en a même pas profité pour remonter au passage l'éducation dans la liste de ses valeurs phares...

Dans ce contexte fragile, Pierre Duchesne porte une responsabilité des plus lourdes: pas celle de trancher dans un débat gel-dégel, car cela serait glisser à nouveau en surface. Non. Avec le Sommet sur l'enseignement supérieur et son objectif de «*forger un consensus*», le ministre a le défi de sortir des ornières habituelles.

Les sentiers déjà empruntés sont autant de pièges. Il lui faut élever le débat, éviter un face-à-face étudiants-recteurs, voué à la stérilité. Voyons d'abord l'importance que vaut l'éducation collégiale et universitaire au Québec. Causons facture ensuite.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Arithmétique nouvelle?

Dominique Boivin affirme que, dans un système électoral proportionnel, «*le PLQ n'aurait peut-être obtenu qu'une dizaine, peut-être moins, de députés*». J'ignore à la suite de quels calculs il arrive à cette conclusion, mais le principe de la représentation proportionnelle veut que l'assemblée élue reflète autant que possible le résultat du vote populaire.

Dans le cas présent, le PQ et le PLQ auraient chacun à peu près le même nombre de députés, puisque le vote populaire a été sensiblement le même entre eux: PQ, 31,9%, PLQ, 31,2%, ce qui donnerait 40 députés péquistes et 39 libéraux, les caquistes élisant quant à eux 34 députés et les solidaires, 7. On est très loin des calculs de M. Boivin, qui semble mal maîtriser le principe de la représentation proportionnelle.

Quand il affirme: «*Je cherche en vain où est l'appui impressionnant [du PLQ] au suffrage populaire*», il pourrait en dire tout autant du PQ!

Georges Langlois
Montréal, le 20 septembre 2012

L'environnement, enfin!

Pour la première fois sans doute au Québec, un premier ministre a l'audace de nommer, au poste de ministre de l'Environnement et de celui des Ressources naturelles, deux personnes, Daniel Breton et Martine Ouellet, qui croient véritablement à l'importance de protéger l'environnement et d'utiliser de manière durable, pour tous les Québécois, les ressources naturelles.

M^{me} Marois démontre une grande lucidité dans sa reconnaissance de l'importance primordiale du pilier environnement dans le trio d'inséparables que forment l'environnement, les mesures sociales et l'économie. L'impératif environnemental est souvent mal compris et mis de côté au profit de l'économie parce que les effets de le négliger ne se font sentir qu'à plus long terme. Pourtant, il constitue le fondement même et l'unique garantie véritable de la viabilité des sociétés humaines et de leur économie.

L'ex-ministre Bachand a confirmé sans équivoque que le discours sur le développement durable du PLQ a toujours été de la poudre aux yeux, en traitant les deux nouveaux ministres de «*radicaux*».

En effet, selon ce credo néolibéral, si quelqu'un se soucie réellement de l'environnement, c'est un radical, mais s'il se préoccupe quasi exclusivement de l'économie, c'est un lucide... Quant à la présidente de la Fédération des Chambres de commerce du Québec, elle a dit du nouveau cabinet Marois qu'on n'y trouve «*pas de gens qui comprennent la réalité des entreprises*». On pourrait lui répondre qu'il n'y a que bien peu de gens d'affaires qui semblent vraiment comprendre la réalité et l'importance d'un environnement en santé.

Beaucoup des tenants de l'économie s'inquiètent à tort de l'arrivée d'un gouvernement soucieux de protéger l'environnement et d'en faire partager les richesses à tous. La qualité de vie ainsi que le bien-être économique de tous les Québécois seront améliorés si l'on mise réellement sur la protection du patrimoine naturel, sur l'augmentation des sources d'énergie vertes et sur une exploitation des richesses qui soit respectueuse de la nature et des habitats humains.

Jean Piuze
Québec, le 20 septembre 2012

REVUE DE PRESSE

Et tant pis pour la vérité...

MANON CORNELLIER

Les conservateurs ont relancé la session parlementaire en se livrant à une attaque en règle contre les néodémocrates, les accusant faussement de vouloir imposer une taxe sur le carbone. Ils sont même allés jusqu'à affirmer que la politique du NPD représentait une des pires menaces qui soient pour l'économie canadienne. Le mensonge, car c'en est un, n'est pas passé inaperçu et plusieurs chroniqueurs se sont employés à rectifier les faits. Avec les mêmes arguments. En voici un petit échantillon.

D'abord Dan Gardner, de l'*Ottawa Citizen*, qui résume bien l'état d'esprit général et dont le texte vaut la peine qu'on s'y attarde. Gardner rappelle aux conservateurs, au cas où ils l'auraient oublié, que ce sont eux qui sont au pouvoir et que le NPD est dans l'opposition, donc incapable d'aller de l'avant avec sa politique. Deuxièmement, ce dont on accuse le parti de Thomas Mulcair est faux. Le NPD propose plutôt un système de plafonds et d'échanges d'émissions de carbone, ce qui est différent d'une taxe sur le carbone. Les conservateurs le savent, eux qui proposaient la même chose en 2008. «*Les conservateurs sont tellement effrontés qu'ils seraient prêts à affirmer que le perroquet n'est pas mort, mais se repose*», poursuit Gardner, faisant allusion à un sketch de Monty Python où un commis persiste à dire à un client, qui secoue un perroquet inerte dans tous les sens, que ce dernier n'est pas mort. Le journaliste déplore ce «*stratagème bien calculé*» où l'important n'est pas de dire la vérité, mais de parler de la politique du NPD de manière à mettre Thomas Mulcair sur la défensive.

Mais, dit Gardner, «*je peux les traiter de menteurs cyniques qui grimaceraient en se*

regardant dans le miroir s'ils avaient une once d'intégrité intellectuelle, mais ils s'en fichent. Ils savent que la majorité des gens ne suivent pas la politique de près. [...] Les gens vont capter un peu du bruit de fond et retenir que le NPD veut une nouvelle taxe à laquelle Stephen Harper s'oppose. Voilà l'essentiel qu'ils veulent que le public retienne». Les corrections des journalistes ne font qu'ajouter au bruit. Ce ne sont pas nécessairement les politiques de ce gouvernement qui le font le plus grincer des dents, dit Gardner, mais «*le cynisme renversant et le mépris qui leur servent de fondation. Mépris du Parlement, de la magistrature, des médias et de quiconque se met sur leur chemin. Mais plus que tout, mépris des Canadiens auxquels Stephen Harper dit sans sourciller que le perroquet n'est pas mort, qu'il ne fait que se reposer. Il pense qu'il peut s'en tirer avec cela. Il pense que nous sommes des crétiens. Peut-être qu'il peut s'en tirer. Peut-être que nous sommes des crétiens. Mais le foutu perroquet est bel et bien mort*».

Hypocrisie

Sa collègue Kate Heartfield, toujours de l'*Ottawa Citizen*, note que les conservateurs ont quand même réussi à atteindre leur but, puisque la plupart des articles écrits pour corriger les faits soulignent qu'une taxe sur le carbone et un système de plafonds et d'échanges pourraient avoir le même impact économique au final. Astucieux, dit-elle, si on oublie «*l'hypocrisie*» d'un parti qui a lui-même défendu un système de plafonds et d'échanges en 2008. De plus, il est faux de dire qu'un tel système et une taxe sont la même chose. Parfaitement conçues, ces deux méthodes arriveraient aux mêmes résultats, mais elles sont différentes à tous points de vue: la conception, la mise en œuvre, les mécanismes de contrôle, la bureaucratie...

Impossible, donc, de garantir des résultats identiques. Heartfield explique les nuances autour des différents systèmes, avant de démontrer que ce que les conservateurs ont toujours eu en tête — le recours à la réglementation — est un des pires systèmes qu'on puisse imaginer. «*Presque n'importe quelle politique intégrant un prix sur le carbone est préférable à cela, mais toutes ces politiques ne sont pas égales*», conclut-elle.

Auteur d'un livre sur la politique des changements climatiques, Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, n'est pas plus tendre. D'entrée de jeu, il note que «*la machine agressive du Parti conservateur, avec ses publicités télévisées, ses discours et scénarios préfabriqués, a toujours reposé sur une exagération teintée de mensonge. À cela, on peut ajouter, depuis le retour du Parlement, une hypocrisie flagrante, puisque la machine et ses porte-voix — les députés conservateurs — attaquent avec leur habituelle véhémence la politique sur laquelle ils ont eux-mêmes fait campagne*». Maintenant, ils accusent le NPD de vouloir imposer une taxe sur le carbone parce que ce parti défend la même politique. Pour Simpson, c'est une démonstration de plus que les conservateurs n'ont jamais beaucoup tenu à s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Il rappelle que mettre un prix sur le carbone, peu importe le moyen, «*est un élément indispensable de tout plan sérieux de réduction des émissions de GES*». Après avoir expliqué la différence entre système de plafonds et d'échanges et taxe, Simpson convient que tout système a un coût qui finit par être refilé aux consommateurs. Mais il en va de même des règlements que concoctent les conservateurs, une solution considérée moins efficace pour limiter les coûts qu'ils dénoncent.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

CHARTRE DE LA LAÏCITÉ

Quand un séparatiste se sépare

JEAN DORION

Sociologue, l'auteur a été attaché politique du ministre de l'Immigration Jacques Couture, directeur de cabinet du ministre Gerald Godin, agent de liaison avec les communautés culturelles, président de la SSJB de Montréal, délégué général du Québec à Tokyo et député du Bloc québécois

Les sondages annonçaient un gouvernement péquiste et nous en avons un. Au moins, on ne pourra pas traiter mon virage électoral d'opportuniste : pour la première fois depuis qu'existe le PQ, je n'ai pas voté pour ce parti.

Cette rupture m'a déchiré. Elle me fera perdre des amis, décevra des militants sincères, sera mal interprétée. Je ne l'ai pas rendue publique avant l'élection : elle eût été vue comme une trahison plutôt qu'une occasion de réflexion. Non, je ne suis pas le Guy Bertrand des temps modernes. Et je refuse à l'avance toute invitation à venir me reposer à Sagard. Mais un moment arrive où il faut trancher.

C'est que je ne pouvais tout simplement pas me rallier au projet bidon de Charte de la laïcité du PQ. Ce projet, s'il se poursuit, divisera une société déjà trop divisée. Il rendra encore plus difficile l'indépendance du Québec, en nous aliénant les secteurs d'opinion libéraux du reste du continent, les seuls susceptibles autrement de respecter notre choix. Et il sacagera pour longtemps notre relation avec la plus grande immigration francophone qu'ait connue le Québec, un milieu, hier encore, plutôt ouvert à nos aspirations : le PQ avait quatre candidats musulmans en 2007, aucun cette année. Les poulets ne votent pas pour le colonel Sanders.

Paravent de l'intolérance

Et nous n'avons pas besoin d'une telle charte ! Sauf ajustements mineurs, le Québec est déjà une société laïque, résultat de mesures prises par la Révolution tranquille, couronnées par la déconfessionnalisation scolaire. Bravo aux gens qui l'ont réclamée — j'en faisais d'ailleurs partie — et à Pauline Marois qui l'a fait inscrire dans la loi et la constitution.

Hélas, quand une personnalité politique peut se targuer d'un succès dans un domaine, elle semble incapable de ne pas en remettre, croyant plaire encore plus avec *more of the same*. Le projet de laïcisation *bis* du PQ donnerait raison à Karl Marx, qui disait que l'Histoire se répète, mais la deuxième fois sous forme de farce.

Que dire en effet d'un parti qui vote le maintien d'un crucifix à l'Assemblée nationale mais prône en même temps l'interdiction de travailler dans les secteurs public et parapublic pour les simples citoyens qui arborent, à titre personnel, un signe religieux comme le foulard islamique ou la kippa juive ? Le crucifix ne m'empêche pas de dormir, la laïcité comme paravent de l'intolérance, oui.

Depuis quatre ans, j'ai tenté de convaincre plusieurs députés péquistes d'éviter ce piège. La réponse finale à mes discrètes représentations et à celles d'autres intervenants fut le parachutage de M^{me} Djemila Benhabib dans Trois-Rivières, augure d'une laïcité « fermée » à double tour.

J'ai lu les livres de cette femme d'une seule cause. Elle a beaucoup souffert et me paraît très sincère. J'en dirais autant du sénateur Pierre-Hugues Boisvenu, pourfendeur du crime. Malheureusement, avoir souffert et avoir des comptes à régler ne fait pas forcément de quelqu'un le conseiller le plus judicieux. Les remèdes du sénateur contre le crime (plus de répression que de prévention) augmenteraient la criminalité. La Charte discriminatoire du PQ, sans parallèle en Amérique du Nord, ferait l'affaire des extrémistes islamistes, qui doivent se croiser les doigts en espérant son adoption.

Compatibilité des vœux

Je défendrai toujours le droit de chacun de critiquer toute institution, religions comprises. Mais le choix d'une candidature par un parti n'est pas affaire de droit, mais de pertinence. J'ai connu et apprécié pas mal de musulmans, de sikhs et de juifs : j'ai été agent de liaison du gouvernement avec ces communautés. Le parachutage de M^{me} Benhabib dans Trois-Rivières est un aussi mauvais coup pour le PQ dans la communauté musulmane que le choix de Stéphane Dion comme chef du PLC l'avait été dans le Québec français pour ce parti. Dans les deux cas, un parti s'est entiché d'un membre d'une minorité, non pas à cause des efforts de cette personne pour qu'on comprenne mieux la minorité, mais uniquement pour la compatibilité de ses vœux avec les phobes de la majorité.

Je ne connais pas chacun des 200 000 musulmans du Québec, mais tous ceux que je connais, pratiquants ou pas, ont vu le parachutage de l'auteure de *Ma vie à contre-Coran* comme une provocation. Comment réagiraient les chrétiens (les pratiquants ou même ces non-pratiquants qui veulent un crucifix à l'Assemblée nationale) à la candidature d'une personne dont le mérite le plus vanté serait un livre intitulé *Ma vie à contre-Évangile* ? À mon avis, les responsables de ce choix ne manifestent pas le jugement et la sensibilité requis par un projet aussi complexe et exigeant que l'accession du Québec à la souveraineté. Comme Maurice Duplessis, qui faisait lui aussi une partie de son beurre électoral sur le dos d'une minorité religieuse (les Té-



ILLUSTRATION CHRISTIAN TIFFET

moins de Jéhovah), ils s'intéressent davantage à leur réélection qu'à l'avenir du Québec comme société.

La France, un modèle ?

Des arguments d'apparence respectable sont invoqués contre la présence dans les services publics de femmes portant le foulard. Ainsi prétend-on les « libérer », comme si emploi et salaire n'étaient pas les premiers garants de leur liberté. Mais le motif le plus évident, c'est la peur de ce qui est étranger, comme l'illustre la contradiction au sujet du crucifix.

Le second motif en importance est probablement, chez une partie des baby-boomers, un héritage inversé d'un Québec révolu : l'hostilité obsessionnelle envers les religions et le mépris pour leurs adhérents. Cette hostilité, ce mépris ne donneront rien de bon dans un Québec où la diversité s'accroît. La stigmatisation des croyants n'est pas propre à créer beaucoup d'empathie chez et envers les immigrants qui, en majorité, attachent beaucoup d'importance à leur religion, chrétienne, musulmane ou autre.

Le modèle à imiter, paraît-il, serait la France, pays que j'aime passionnément, mais pas à la folie. Il détient, depuis la Deuxième Guerre, le championnat du monde occidental pour l'appui de son électoralat à un parti ouvertement xénophobe, si l'on considère à la fois l'ampleur et la durée de cet appui. En France, un physique maghrébin fera parfois que la police vous demande « Vos papiers ! » tous les jours, ce que rapporte nulle autre que Djemila Benhabib dans *Ma vie à contre-Coran* (p. 190).

Et des jeunes en colère issus de l'immigration incendient des centaines de voitures chaque année dans la nuit du 14 juillet ; voit-on telles choses à Montréal le 24 juin, à Toronto le 1^{er} juillet, à New York le 4 juillet ?

Contrarier le reste du continent

Le Québec est en Amérique. Certains d'entre nous commencent à découvrir, surpris, combien la laïcité d'exclusion choque l'éthique prévalant aux États-Unis comme au Canada : le président Obama a dénoncé, le 4 juin 2009, l'interdiction du hijab en Occident ; il fut très peu critiqué là-dessus dans son pays. Au Canada, trois sikhs portant turban, élus de circonscriptions majoritairement non sikhs, siégeaient aux Communes quand j'y étais moi-même, sans que quiconque s'en formalise. L'un est maintenant ministre.

Au Québec, avec la Charte prévue par le PQ, il ne pourrait même pas être commis à la SAAQ. Les pays aux origines protestantes valorisent la liberté de conscience. Aux États-Unis, laïcité veut dire stricte séparation des

Églises et de l'État, pas interdiction d'exprimer ses croyances.

Bien sûr, on peut choisir de contrarier tout le reste du continent, je l'ai souvent fait moi-même sur la langue, mais encore faut-il que l'enjeu en vaille la peine : si on multiplie les cas, on permet à nos adversaires de les relier entre eux pour peindre le Québec en forteresse de l'intolérance tous azimuts.

Charte d'exclusion

Traiter les Québécois de racistes est injuste, d'accord : un sondage récent nous montre plus ouverts à l'immigration que les Ontariens. Mais quant aux accusations d'intolérance envers les minorités religieuses, une bonne façon de les réfuter, ou de décrédibiliser leurs auteurs, serait de ne pas nous montrer pires que nos voisins dans ce domaine.

Il y a des juifs et des musulmans partout aux États-Unis et au Canada, des pays qui comptent soixante législatures d'État ou de province aux pouvoirs comparables, en gros, à ceux de notre Assemblée nationale. Qu'on me cite une seule de ces législatures où, à une époque récente, un grand parti a proposé une charte d'exclusion comme celle prônée par le PQ. Les rites halal et cachère sont pratiqués dans tous ces États et provinces. Nommez-moi une seule de leurs législatures où un grand parti en a fait récemment tout un plat (avec conférence de presse !) comme le PQ à l'Assemblée nationale en mars dernier.

Se pourrait-il que toutes ces autres législatures sans exception soient contrôlées par des « idiots utiles » au service des islamistes ? Ne se pourrait-il pas plutôt que notre insécurité et nos antécédents religieux nous inspirent parfois des réflexes excessifs, injustes et contre-productifs ? Bien sûr, certains verront dans la singularité de notre comportement une preuve (une de plus) de notre supériorité intellectuelle et morale. Le chauvinisme est le contraire du patriotisme : au lieu d'inciter la nation à s'améliorer, on exalte ses erreurs ; cela finit généralement assez mal.

J'ai donc laissé à ceux et celles qui rêvent de vivre un jour dans le seul coin de l'Amérique du Nord où une mère de famille pourrait se voir priver d'un gagne-pain pour cause de foulard la responsabilité de leur projet. Je reste un indépendantiste, un défenseur radical du français.

Il fallait voter et j'ai choisi Option nationale (ON). Ce parti a eu la bonne idée, dans sa plateforme, de préconiser la laïcité des institutions publiques, pas la laïcisation forcée de chacun de leurs employés. Je connais plusieurs de ses militants, des jeunes pour la plupart ; ils ne feraient pas ce genre d'erreur.

LANGUE

Au-delà du français menacé

PIERRE NEPVEU

Écrivain

Le français peut-il être autre chose au Québec qu'une « langue menacée » par l'anglicisation ? Est-ce vraiment la seule manière juste d'en parler ? La question se pose au moment où le gouvernement de Pauline Marois se met à l'œuvre, armé d'un programme qui compte raffermir la Charte de la langue française.

Il y a tout de même un paradoxe à affirmer que les anglophones de Montréal sont « une richesse » pour le Québec et qu'il faut établir des liens « organiques » avec eux, comme l'a affirmé notre première ministre en prenant les commandes de l'État, alors que son propre parti semble incapable, depuis des années, de parler de la présence de l'anglais à Montréal autrement qu'en agitant le spectre de l'« anglicisation ». Cette vision toujours antagoniste, toujours conflictuelle, qui n'est d'ailleurs pas l'apanage du seul Parti québécois, paraît peu invitante, c'est le moins qu'on puisse dire, et on comprend les réticences des milieux anglophones.

Mais c'est le rapport au français parlé à Montréal et au Québec qui se trouve du même coup en cause. Il y a en effet quelque chose de débilissant à répéter jour après jour, comme un mantra, que « notre langue est menacée ». Débilissant, parce qu'à force d'appuyer sans cesse sur ce signal d'alarme, on en vient non seulement à affaiblir le message, mais à appauvrir terriblement la réalité, à oublier ce qu'il y a de positif et de créateur dans le français québécois contemporain, même s'il est trop souvent massacré par trop de locuteurs francophones eux-mêmes, ce qui est une autre histoire...

Tous ces oublis... volontaires ?

Comment se fait-il qu'on parle si peu, par exemple, de l'admirable diversité des parlers français à Montréal, avec toutes ses teintes et ses accents haïtiens, maghrébins, libanais, italiens, latino-américains, avec ses intonations africaines ou asiatiques ? Comment se fait-il qu'on ne parle jamais de ces nombreux clients anglophones qui s'adressent en français, oui, en français, aux commis qui les servent dans des boutiques et autres commerces, sans parler des services gouvernementaux ?

Pourquoi la petite dame chinoise qui me vend en français du papier et des enveloppes à la papeterie, les serveurs indiens qui me servent en français mon repas au cari dans l'ouest de la ville, le boucher iranien qui me vend en français du poulet au safran dans le même quartier ou encore l'horloger juif anglophone qui répare ma montre et converse avec moi dans la langue commune du Québec — pourquoi tous ces gens ordinaires n'occupent-ils jamais aucune place dans le discours de « la langue menacée » ?

On connaît la rengaine : c'est le « portrait d'ensemble », le rapport de forces global qui importe, même si ce « portrait » pointe uniquement vers les 5 % ou, au pire, 10 % de cas qui dérogent à cette pratique publique du français. Drôle de portrait d'ensemble, qui oublie d'ailleurs que ces chiffres auraient été trois, quatre ou cinq fois plus élevés il y a trente ou quarante ans...

Richesse de la diversité

Loin de moi l'idée de prendre à la légère le sort et la vitalité du français québécois dans le contexte nord-américain que l'on connaît, mais nous avons l'urgent besoin d'un discours sur la langue qui ne soit pas purement comptable et alarmiste, qui prenne en charge, autrement que du bout des lèvres, la diversité et la richesse linguistique de Montréal : pluralité des langues (dont l'anglais), pluralité des français parlés, sans que l'on néglige pour autant l'objectif de la langue commune.

Il se pourrait que le choix de M^{me} Diane De Courcy comme ministre responsable de la langue française soit à cet égard de bon augure, elle qui a pu mesurer de près, sur le terrain scolaire, cette effervescence linguistique. Mais il faudra que sa chef et ses collègues cessent de toujours réduire l'anglais à un péril et acceptent que l'« anglicisation » ne soit pas le seul discours possible sur la situation du français à Montréal.

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 800 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi : si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



La chronique de Denise Bombardier fait relâche cette semaine.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Le capitalisme est en crise, mais lequel? demanderait Fernand Braudel

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

PIERRE-ANDRÉ JULIEN
Professeur émérite, Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières

On entend fréquemment, depuis quelques années, que le capitalisme est en crise. Une crise se compliquant avec la forte récession de 2008 qui n'en finit pas de faire des siennes, non seulement dans l'Europe de l'euro mais aussi aux États-Unis, où elle a débuté, un pays qui possède une des plus importantes dettes *per capita* au monde.

La débandade de nombreuses banques, dont plusieurs ont été sauvées *in extremis*, ou encore les nombreuses malversations que l'on découvre chez plusieurs d'entre elles, ne sont que la pointe de l'iceberg dont plusieurs signes étaient apparus au début du siècle avec les scandales d'Elf, en France, d'Enron, de Worldcom et de Tyco aux États-Unis, d'Hollender et de Nortel au Canada.

Cette crise du capitalisme provient en particulier de l'énorme concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques-uns, concentration prédite par Marx il y a plus d'un siècle. Ce pouvoir débordant sur le politique et donnant l'impression que les banquiers et leurs valets peuvent tout se permettre. Avec la croyance que leur entreprise, devenue trop grosse, ne pourrait être mise en faillite malgré leurs magouilles et leurs bonus indécents.

Au siècle dernier, les grands capitalistes avaient au moins compris que s'ils ne voulaient pas être emportés par la montée du socialisme — sinon du communisme —, il fallait qu'ils satisfassent une partie de la population en partageant quelque peu leurs revenus avec elle, créant en même temps des consommateurs pour acheter leur production. Ce qui expliquait qu'une majorité des citoyens, en particulier ceux issus de la classe moyenne, acceptaient en contrepartie que les revenus des plus riches soient 20 ou 30 fois supérieurs à ce qu'ils recevaient annuellement.

Or, des données récentes montrent que le salaire moyen des dirigeants des 25 plus grandes entreprises américaines avoisine 20 millions de dollars par année, ou 100 000 \$ par jour ouvrable. Au Canada, ces salaires, qui étaient 24 fois plus élevés que le salaire moyen en 1996, ont grimpé à 259 fois dans les dernières années.

Par exemple, le salaire du chef de la direction de Bell Canada a atteint 9,62 millions, ou 40 100 \$ par jour ouvrable, soit en une seule journée presque le salaire annuel moyen des travailleurs. Au Québec, le salaire du chef de la direction de SNC-Lavalin, avant sa démission, était de 2,7 millions en 2011, soit 13 500 \$ par jour ouvrable, sans compter les cinq millions qu'on lui a alloués en arrangement de départ.

Bref, dans les 30 dernières années, les plus riches ont vu leurs revenus s'accroître en moyenne de 275 %, contre 18 % pour les plus pauvres.

Cet écart grandissant entre les revenus inacceptables du 1 % de la population et ceux du reste des travailleurs explique la grogne croissante des indignés dans le monde et, au Québec, de ceux qui sont entrés dans la marche des carrés rouges. Il explique en partie ce que certains qualifient d'« immobilisme » et tentent d'assimi-

ler à un refus de tout progrès chez un grand nombre de Québécois, comme l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée sud du Saint-Laurent. Alors que ces refus proviennent tout simplement de la conviction de plus en plus forte des retombées négatives de trop de ces projets, qui ne servent qu'à enrichir une poignée d'individus. Pensons par exemple au Plan Nord, que le gouvernement Charest a tant essayé de nous vendre, alors qu'on a montré à la télévision quelques-uns des milliers de dépotoirs que les minières ont laissés après en avoir tiré des fortunes, et que la société devra payer.

Cette critique grandissante du système capitaliste ne garantit pas, toutefois, que les citoyens finiront par exiger qu'il soit remplacé par un système plus acceptable. La raison de cette hésitation peut s'expliquer grâce à une distinction entre deux capitalismes proposée par le père de l'histoire moderne, Fernand Braudel (1902-1985).

Ce dernier, notamment dans son œuvre majeure de près de 2000 pages intitulée *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle* (qu'il a résumée en 1985 dans un petit livre, *La dynamique du capitalisme*), distingue le capitalisme marchand, ou celui du marché, du capitalisme des négociants, ou celui de la concentration et des manipulations.

Dans la nouvelle histoire, Braudel explique que l'arrivée des grands acteurs (les princes et les grands capitalistes) n'est possible que parce que derrière eux se trouvent des milliers, sinon des millions de petits acteurs (cultivateurs, ouvriers, entrepreneurs, vendeurs, revendeurs, acheteurs, prêteurs et même usuriers) qui agissent sur le marché pour faire fonctionner l'économie. De même, derrière les grands événements comme les transformations technologiques, les crises et les chocs économiques, se retrouvent des milliers de petits événements tels que la première innovation dans une PME ou la faillite d'une entreprise importante dans une ville.

On note aussi, dans ce qu'il appelle le quotidien et le local, des rigidités ou de l'inertie, des ruptures, des pénuries et des surplus, mais aussi des découvertes techniques qui s'étendent plus ou moins rapidement ou qui disparaissent parce que dépassées. Et derrière tout cela, on trouve encore l'évolution des connaissances et la science, qui se trompe souvent, mais aussi la monnaie, qui favorise ou bloque l'échange. Il y a également les villes, qui transforment l'habitat et le confort des hommes. Braudel récrit ainsi la vraie histoire à partir de millions de gestes et de décisions hérités, cumulés et renouvelés plus ou moins péle-mêle, qui expliquent l'évolution matérielle et donc économique.

Le marchand

Dans cette évolution, il explique que le premier capitalisme, celui des marchands, est le seul qui obéit au marché ou qui suit les règles des théories économiques. Il repose sur les épaules de millions de petits fabricants et commerçants offrant, de manière généralement honnête, les produits provenant de leur propre production ou de leurs échanges, dans le but de satisfaire les consommateurs, sachant très bien que ces derniers iront ailleurs s'ils n'y trouvent pas leur compte. Aujourd'hui, nous dirions que ce

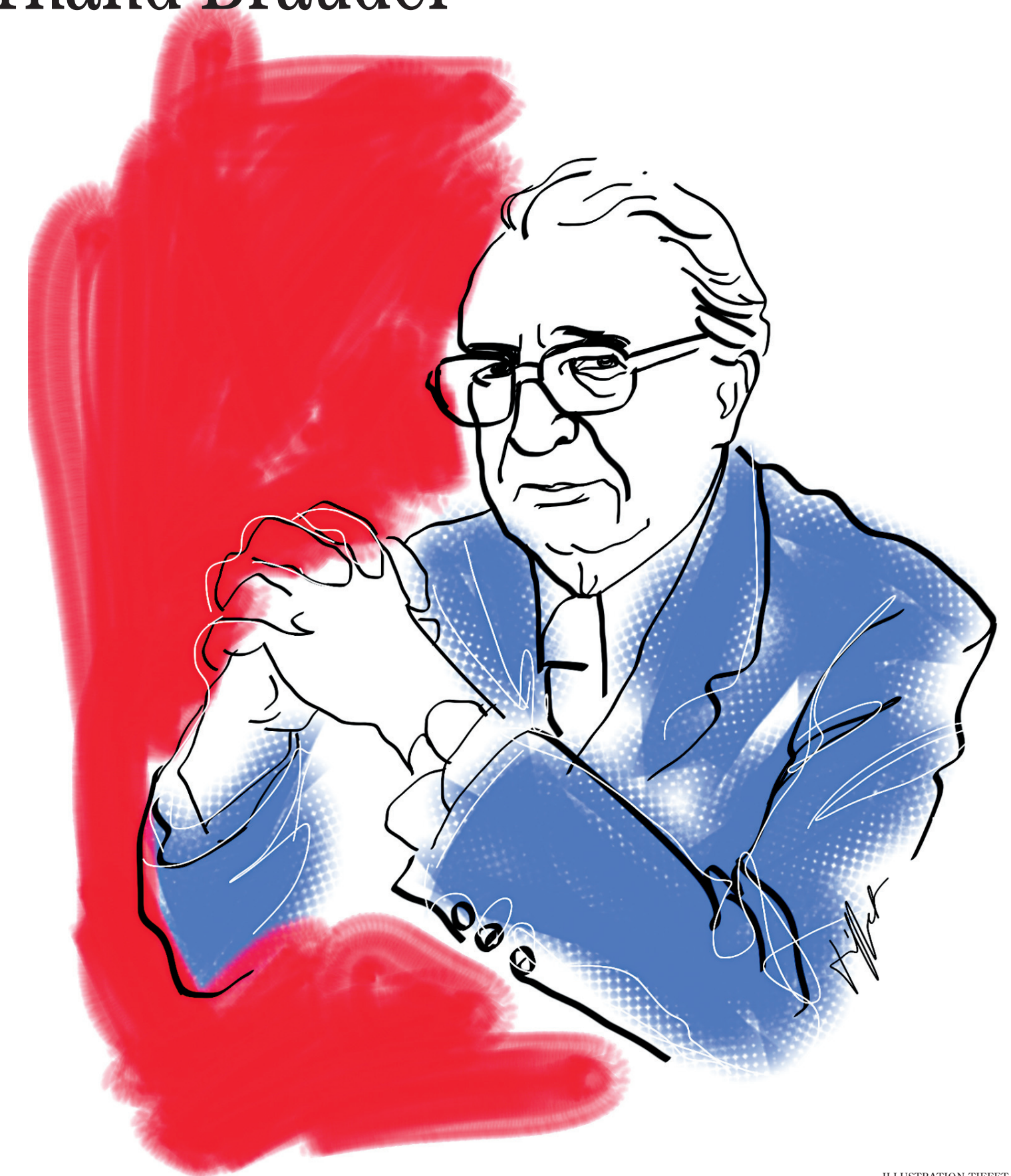


ILLUSTRATION TIFFET

Fernand Braudel (1902-1985) distingue le capitalisme marchand, ou celui du marché, du capitalisme des négociants, ou celui de la concentration et des manipulations, notamment dans son œuvre majeure intitulée *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle*.



COLLECTION DE L'AUTEUR

Pierre-André Julien : « La crise du capitalisme provient en particulier de l'énorme concentration du pouvoir économique entre les mains de quelques-uns, prédite par Marx il y a plus d'un siècle. »

capitalisme est représenté par la plupart des petites entreprises qui répondent à nos besoins quotidiens : le garagiste du quartier, l'ostéopathe, le petit entrepreneur en construction, et même la PME qui travaille à l'international en offrant des produits spécifiques et continuellement mis à jour pour concurrencer les produits standards des grandes entreprises, trop souvent mal adaptées à des besoins spécifiques.

Le premier objectif de ces entreprises est de satisfaire le consommateur pour construire leur achalandage et le retenir par la suite, en cherchant à connaître ses besoins afin d'y répondre le mieux possible, et même d'anticiper leur évolution. Ces entreprises savent très bien que si elles relâchent leur attention, les consommateurs iront chez leurs concurrents pour finir par les mettre en faillite. Elles sont les seules à accepter ainsi pleine-

ment les règles du marché et son évolution commerciale et technologique.

Le négociant

L'autre capitalisme, c'est celui du négociant, produisant, achetant ou vendant avec comme seul souci de tirer tout l'argent possible de ses transactions, quitte à forcer la vente par une publicité plus ou moins mensongère et, surtout, en développant le plus vite possible une position monopolistique pour mieux contrôler son marché, devenant à la longue, pour plusieurs, ces énormes entreprises « qui ne peuvent faire faillite » et qu'on doit soutenir avec l'argent public lorsque ça va mal. Cela comprend évidemment les banquiers de toutes sortes et les spéculateurs à la Bourse et à la finance, qui n'ont aucun souci de savoir à quoi vont servir les produits et si les clients sont satisfaits.

C'est ce que nous donnons ces fabricants de frigos qui rendent l'âme la sixième année, ces fabricants d'ordinateurs qui deviennent déshérents après deux ans parce que l'organisation où l'on travaille est passée à un autre niveau, ou ces fabricants de téléphones polyvalents comportant une pile bonne pour 18 à 24 mois et irremplaçable. C'est aussi les produits de beauté qui non seulement sont présentés à la télévision par des filles de 20-25 ans ou des garçons imberbes, mais dont les images sont tripotées pour montrer une peau de 15 ans. Etc.

C'est ce qui faisait dire à Adam Smith, en 1776, qu'il suffit que deux ou trois négociants de cette espèce se réunissent pour que la conversation tourne inévitablement « sur les meilleurs moyens de tromper le public ». Cela conduit à toutes sortes

de manipulations et de monopoles, ce que Braudel appelle des contremarchés (ou les contrefaçons de ce dernier) engendrés par des profiteurs et des manipulateurs, créant l'échange inégal et la duperie, la rouerie et la fraude, trop souvent à l'abri de la surveillance de l'État, sinon en collusion avec celui-ci.

Cela conduit aussi à la multiplication de firmes dirigées par des financiers aucunement intéressés par le produit offert, recherchant le profit à court terme, quitte à revendre la firme une fois sa valeur augmentée. Preuve en est que les seules grandes firmes nord-américaines ayant réussi à passer à travers les fluctuations des dernières années sans l'aide de l'État sont les entreprises familiales, qui connaissent bien le produit et qui sont instruites de génération en génération dans le but constant de satisfaire le public : Ford dans le domaine de l'automobile, ou Kruger et Cascade dans l'industrie des pâtes et papier. Admettons que, parfois, certaines PME agissent malheureusement aussi à l'image de ces négociants.

Fernand Braudel termine son analyse en expliquant que le capitalisme des négociants « est une création de l'inégalité du monde, la mère de l'exploitation des hommes et des ressources [...] s'appuyant, obstinément, sur des monopoles de droits et de faits, malgré les violences déchaînées à ce propos contre lui [...], et avec les connivences des plus riches ou de ceux qui veulent le devenir. Sa force est de pouvoir passer d'une ruse à l'autre. »

Alors que le capitalisme des marchands, « celui de la petite industrie novatrice, celui de la véritable économie de marché et qui a porté sur son dos la révolution industrielle [...] », est « la

force, la vie de l'économie à la base et finalement celui du fonctionnement global de la production et des échanges ». Mais il poursuit en expliquant que ce capitalisme des négociants « est impensable sans la complicité active de la société. Car il faut que, d'une certaine manière, cette dernière en accepte plus ou moins les valeurs. » A moins qu'elle ne réagisse.

Cette distinction entre les deux capitalismes devrait être présente à l'esprit des indignés et des carrés rouges. Tout citoyen connaît un grand nombre de petits fabricants ou de petits commerçants, avec leur histoire et celle de leur famille, dont les fils et les filles fréquentent les mêmes écoles que leurs enfants, vont patiner dans le même aréna ou participent au même festival d'été, etc. Sans la distinction de Braudel, la critique du capitalisme sera incompréhensible aux yeux des marchands.

Il faut donc clairement dénoncer le capitalisme prédateur et manipulateur. Et il faut cibler les grandes entreprises se comportant de cette manière afin qu'elles n'obtiennent pas de ponts d'or pour venir s'établir chez nous. Un cadeau dont elles profitent souvent avant de déménager ailleurs, où les offres sont encore plus alléchantes. Surtout, il faut faire comprendre aux gouvernements que lorsqu'on plie devant ces grandes entreprises de négociants alors qu'elles ne créent souvent que quelques emplois, ces mêmes gouvernements s'enchaînent à leur façon de fausser le marché, ce qui coûte toujours très cher.

Des commentaires ? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo.